



Payez votre abonnement,
respectivement prolongez,
maintenant.

AZB / P.P. 3001 Bern

L'IDEE

Jeunes UDC Romands

www.zeitungidee.ch

4/2014

Abo Fr. 35.-

EDITORIAL

Le Peuple est Souverain et il compte bien le rappeler !



Par Niels Rosselet-Christ
Président Jeunes UDC Neuchâtel
Rédacteur en Chef de „L'Idée“

A l'heure de la mondialisation, de l'adhésion rampante et insidieuse de la Suisse à l'UE, à l'heure où nos élites font de plus en plus la sourde oreille aux décisions du Peuple, où les dirigeants de l'Occident ferment les yeux sur les dangers que coure notre civilisation

face à la montée en puissance de forces diaboliques caractérisées par des extrémistes islamistes au Moyen-Orient, les Suisses veulent sauvegarder ce qu'il reste de leur pays.

Ces dernières années, l'UDC que tout le monde décriait comme „le parti nuisible aux intérêts de la Suisse“ a vu juste sur quasiment toute la ligne. Comme me l'avait confié Yvan Perrin au début de mon engagement politique : „la plus grande des frustrations politiques, c'est que lorsqu'on a raison 24 heures avant tout le monde, on passe pour un fou pendant 24 heures“.

Nos principales initiative - sur l'immigration notamment - ont été largement acceptées par le Peuple souverain ; et malgré la mise en application tardive de ces nouvelles lois, ces résultats sont la preuve que le Peuple est inquiet et qu'il veut d'avantage de sécurité.

Ces dernières années, alors que les élites ont littéralement prostitué notre Patrie auprès des grandes instances européennes et américaines, qu'elles ont sacrifié le secret bancaire, ouvert nos frontières et laissé entrer n'importe qui sans plus aucun contrôle, faisant croître la criminalité, l'insécurité et saturant de plus en plus nos infrastructures, nos logements et le marché du travail, le Peuple, lui, n'a cessé d'envoyer des signaux forts au Conseil et aux Chambres fédérales afin de faire cesser ce démantèlement progressif de la Suisse.

Criminels étrangers, Minarets, Immigration de Masse... les initiatives de l'UDC sont, plus encore même que des solutions, un véritable appel de la population aux chambres fédérales à changer leur politique pro-européenne et mondialiste au profit d'une politique plus helvétique, axée sur ce que les français désigneraient comme „la préférence nationale“.

Plus nos élites feront la sourde-oreilles, plus elles stigmatiseront les décisions du Peuple, plus le Peuple enverra des signaux forts.

Le 30 novembre, nous votons sur des objets importants ; parmi eux, l'initiative ECOPOP, que nous pourrions qualifier de „copie radicalement plus dure“ de notre initiative contre l'immigration de masse, approuvée le 9 février dernier. Selon les sondages, bien que les élites d'à peu près tous les partis rejettent ce texte, ce dernier rassemblerait un large pourcentage de voix favorables. Et je suis persuadé que plus qu'une motivation de „fermeture“, il s'agit d'une volonté du Peuple à faire comprendre une fois de plus aux Chambres fédérales que c'est lui qui commande, et non pas une poignée de fonctionnaires payés sur les impôts qu'il finance.

Le gouvernement prendra-t-il donc ses responsabilités où se risquera-t-il à recevoir une nouvelle salade de phalanges démocratique en pleine face le 30 novembre prochain ?



L'initiative ECOPOP obtiendra-t-elle l'approbation du Peuple ?

(source : (c) nzz.ch)



Un pont se construit, les finances s'écroulent



Par Anthony Marchand
Président Jeunes UDC Fribourg

Après sa cathédrale, Fribourg possède désormais un nouveau symbole qui a l'ambition de figurer sur les nouvelles cartes postales. Le pont de la Poya n'est pas qu'un axe routier, c'est aussi un lien entre les deux côtés de la

Sarine. A l'heure où les médias mettent en danger la cohésion nationale en renforçant l'idée de Röstigraben, les fribourgeois construisent un pont et bâtissent des liens entre ces deux régions linguistiques et culturelles qui font la richesse de notre Canton.

Le pont de la Poya ne s'est pas seulement implanté dans le paysage mais redessine complètement l'environnement du quartier du Bourg. La fermeture du Pont Zähringen pour inciter au contournement de la ville par le pont récemment inauguré, suscite en effet de nombreuses questions quant à l'avenir des activités commerciales de ce quartier.

Il sera nécessaire d'analyser rétrospectivement les mesures d'accompagnement entreprises, afin de limiter les dégâts collatéraux. Mais ce ne sont pas les 850 mètres du pont, les 54'000 mètres cubes de béton engloutis ou encore les 12'000 tonnes de métal utilisés qui sont les chiffres les plus impressionnants de ce chantier. Le coût final a de loin dépassé les budgets initiaux. Devisé à 120 millions de francs, le Peuple fribourgeois accepta le projet sans se douter que les coûts prendraient l'ascenseur jusqu'à atteindre 221 millions de francs, soit une augmentation de 84% ! Conscient du problème, l'UDC et la gauche demandèrent la première commission d'enquête parlementaire de l'histoire du Canton face à la grande indifférence du Conseil d'Etat.

Cette attitude du gouvernement ne pouvait guère être étonnante quand on pense que le rapport de cette commission l'accuse en grande majorité de tous les maux. Le projet a été « bâclé », modifié à plusieurs reprises,...



Le Pont de la Poya à Fribourg.

Source : (c) rts.ch

Conseil d'Etat se justifiait en invoquant des difficultés géologiques. Difficultés qui étaient prévisibles selon la commission. Cette dernière souligne une organisation « inadéquate et chaotique », voire « catastrophique ». Le Conseil d'Etat s'est précipité et n'a pas su géré la pression due aux délais pour obtenir le soutien financier de la Confédération. Cette participation s'élèvera à 80 millions alors que le Canton aurait pu obtenir 24,5 millions de plus s'il avait correctement estimé et ficelé le projet.

Malgré la beauté du pont et de ses symboles, aux yeux de l'UDC, la mauvaise gestion est un scandale. Le Peuple fribourgeois a été berné et il en va au Conseil d'Etat d'assumer pleinement les responsabilités. Ce dernier devra sans nul doute se remettre en cause et les citoyens devront sérieusement remettre en question les élus qui ont failli, ceci à l'approche des prochaines élections cantonales.



Billag : STOP !

Signez l'initiative "no billag" pour l'abrogation de la redevance TV et radio !

www.nobillag.ch



Assemblée des Délégués des Jeunes UDC Suisse dans le canton de Neuchâtel



Par Damien Schär
Secrétaire Jeunes UDC Neuchâtel
Trésorier Jeunes UDC Suisse

Les délégués des Jeunes UDC Suisse se sont rassemblés pour la dernière fois de l'année le samedi 18 octobre au Val-de-Travers. Plus précisément à Fleurier.

Les délégués ont été accueillis sur le coup des 13h par un apéritif, avec des produits du terroir. A 14h l'assemblée a été ouverte par le chant de l'hymne national et par Niels Rosselet-Christ, président de la section neuchâteloise, il nous a notamment mis en garde contre les dangers qui viennent de l'Est. Par la suite, Alexandre Willener, président du Conseil général de Val-de-Travers, nous a parlé des beautés de la région et précise que le Val-de-Travers est tout acquis à la cause de l'UDC, lors des résultats des dernières votations, cette région a massivement voté en faveur des thèmes chers à l'UDC. Pour terminer, le Conseiller national Raymond Clottu a également salué les délégués en montrant sa volonté de se battre contre la dictature de Bruxelles et en rappelant les thèmes principaux de l'UDC qui sont plus que jamais d'actualité.

Le président des Jeunes UDC Suisse, Anian Liebrand a également salué chaleureusement les délégués présents et a fait un bref retour sur les dernières votations fédérales.

Les délégués ont ensuite donné leur recommandation de vote pour les prochaines votations fédérales du 30 novembre, la discussion la plus longue a été autour de l'initiative Ecopop, nous avons eu un débat d'environ 45 minutes avec deux exposés.

Voici nos recommandations pour votations fédérales du 30 novembre :

- Initiative populaire « Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires (abolition des forfaits fiscaux) » →NON à l'unanimité



L'assemblée s'est terminée par une petite fête conviviale au chalet du Ski Club de Môtiers en compagnie de quelques délégués de toutes les sections romandes et de plusieurs membres du comité central, dont le président Anian Liebrand.
photo : (c) Lucas Fatton

- Initiative populaire d'Ecopop « Halte à la surpopulation - Oui à la préservation durable des ressources naturelles » 31 NON contre 18 pour et 4 abstentions

- Initiative populaire «Sauvez l'or de la Suisse (Initiative sur l'or)» 47 OUI contre 2 non.

Après quelques modifications statutaires qui visent à créer un comité élargi, voulu par la direction du parti, qui permettra de décharger les membres de ce dernier et ainsi nommer différents responsables de secteurs (médias, responsable des événements, responsable du programme etc.)

Les délégués ont été orientés sur les élections fédérales qui se dérouleront en octobre 2015.

Le dernier point important à l'ordre du jour était une proposition des sections romandes d'élire un remplaçant à Yohan Ziehli qui a démissionné dans le courant du mois de septembre de son poste de vice-président latin. Les sections romandes s'étant mises d'accord entre elles, les délégués ont élu le valaisan Jean-Philippe Gay-Fraret à ce poste.

A la fin de l'assemblée, sur le coup des 17h30, les délégués ont été invités à visiter une distillerie d'absinthe. Avec une partie des délégués, nous sommes ensuite allés manger aux Mines d'asphalte, le fameux « jambon cuit dans l'asphalte » accompagné d'un gratin de pomme de terre et des haricots. Pour arroser le tout, nous avons mangé un parfait glacé à l'absinthe. Avec les plus motivés et pour faire plus ample connaissance et tisser des liens entre les sections, nous avons continué la soirée et passé la nuit dans un chalet.

Une assemblée fort constructive et un programme-découverte du Val-de-Travers et de ses trésors, tels sont les ingrédients ayant permis la réussite de ce week-end mémorable.





Démocratie directe à la carte ?



Par Valentin Christe
Vice-Président Jeunes UDC Vaud
Rédacteur en Chef - Adjoint de „l'IDEE
Romandie“

Le 28 septembre dernier, le peuple et les cantons ont refusé par 61,9% des voix l'initiative populaire de la gauche visant à créer une caisse-maladie de base, unique et publique. Seuls les cantons de Genève, Vaud, Neuchâtel et du Jura ont accepté ce texte, avec à chaque

fois des scores assez élevés. Cette initiative était la troisième du genre, deux autres tentatives demandant peu ou prou la même chose ayant échoué, en 2003 puis en 2007. Rappelons que les Conseillers d'État en charge de la santé des cantons de Vaud et Genève se sont fortement engagés dans cette campagne, au point d'en devenir, s'agissant du socialiste vaudois Pierre-Yves Maillard, la figure de proue. Sitôt le résultat connu, et fidèles à eux-mêmes, les journalistes romands s'en sont donné à cœur joie pour déplorer un supposé « Röstigraben », au point que l'on en vient à se demander quel est le but poursuivi par une telle démarche. S'agit-il de monter artificiellement les Romands contre les Alémaniques, pour pouvoir ensuite se plaindre que la « cohésion nationale » s'étiolle ?

Le soir même du vote, les principaux partisans de l'initiative sont largement intervenus dans les médias pour expliquer qu'ils ne comptaient pas « en rester là », qu'il fallait « continuer le combat », et autres formules de circonstance. Dès le lendemain, la presse romande a joué à la perfection son rôle de caisse de résonance des politiciens de gauche, en expliquant qu'il n'était pas possible de « se contenter » de ce résultat. Très rapidement, des voix se sont élevées pour réclamer la création de « caisses publiques cantonales » en lieu et place de la caisse unique tout juste refusée. Les socialistes, centralisateurs par excellence, seraient-ils tout d'un coup devenus adeptes de la décentralisation ? Outre l'aspect pour le moins décalé de cette proposition, la législation relative aux caisses-maladie relevant du droit fédéral, de telles réactions sont particulièrement choquantes au regard de la démocratie directe.

En effet, comment expliquer qu'une initiative populaire fédérale tout juste refusée dans les urnes, par un score sans appel qui plus est, soit ressuscitée dans les quelques cantons qui l'ont acceptée ? Par quel invraisemblable biais du raisonnement un Conseiller d'État en exercice peut-il proposer d'aller à l'encontre d'un vote sur le plan fédéral, en clair d'ignorer le résultat des urnes ? Divers élus se sont illustrés ces derniers mois par leurs propositions d'appliquer la démocratie directe selon leur bon vouloir. On se souvient ainsi de la proposition de M. Nordmann, Conseiller national socialiste vaudois, formulée au lendemain de l'acceptation de l'initiative populaire contre l'immigration de masse : cet élu proposait alors de répartir les futurs quotas d'immigration entre cantons en fonction du taux d'acceptation de l'initiative, les cantons ayant le plus massivement accepté le texte recevant le quota le plus faible. Étrangement, aucun d'eux n'a proposé de n'appliquer l'initiative contre les résidences secondaires que dans les cantons qui l'avaient acceptée...

Cette navrante polémique ne fait qu'illustrer une nouvelle fois ce qui se vérifie depuis plusieurs années, à savoir la profonde méfiance de la gauche envers la démocratie directe. Comment, en effet, qualifier autrement l'attitude qui consiste à essayer par tous les moyens de saboter la mise en œuvre des initiatives acceptées par le peuple ? Au Parlement, la gauche et ses alliés de circonstance du centre-droit ont réussi jusqu'à présent à empêcher la mise en œuvre de l'initiative sur le renvoi des étrangers criminels, entre autres. Fondamentalement, les socialistes et leurs alliés redoutent le verdict du peuple, qu'ils savent contraire à leurs idées. Certes, ils s'accommodent de la démocratie directe lorsqu'ils peuvent l'utiliser à des fins de marketing politique ; mais pour le reste, ils la redoutent. Par leurs propositions répétées d'adhérer à l'Union Européenne, ou de s'y associer via une reprise automatique du droit européen, ils espèrent paralyser la démocratie directe par la voie juridique, en catimini. Si le peuple suisse ne veut pas un jour se réveiller pieds et poings liés, il lui faut réagir rapidement. L'année prochaine sera une année d'élections fédérales : gageons que les citoyens de ce pays prendront leur destin en main et voteront pour le dernier parti qui défend leur droit de s'exprimer, l'UDC.



**Union Européenne :
un chaos programmé**

Ne nous laissons pas berner !

NON
à l'adhésion insidieuse
à l'Union Européenne





Optima, la bonne formule



Par Jérémie Lobsiger
Président Jeunes UDC Jura

Parler des problèmes de déficit public est actuellement dans l'air du temps et le canton du Jura n'échappe pas à la règle : 7.1 millions de déficit en 2012 (soit près de 4 millions de plus que la perte budgétée), 6.1 millions en 2013, 5.5 et 3.9 millions budgétés pour les années 2014 et 2015. Et l'avenir ne s'annonce

pas prometteur notamment avec une réforme de la fiscalité des entreprises qui pourrait faire perdre entre 10 et 20 millions par an à l'état jurassien ou encore une possible évolution négative de la péréquation financière. Il convient donc d'agir en amont afin d'éviter que la situation n'empire et ne devienne hors de contrôle. Deux solutions se présentent pour contrer ce problème : soit augmenter la charge fiscale mais le Jura ayant déjà un des

taux d'imposition le plus haut de Suisse cette solution serait scandaleuse et n'est pas envisageable, soit mettre sur pied un programme d'économie, ce qui a été fait à la suite d'une table ronde comprenant les représentants de presque tous les partis du canton (un parti d'extrême gauche ayant refusé la proposition).

Et la mouture présentée par ce groupe est plutôt bonne : 35 million d'économie dont 10 sur le budget 2015. De plus, le gros point fort de ce projet c'est la diversité des économies réalisées, autant sur la réduction du nombre de fonctionnaire que sur la diminution des prestations de l'aide sociale ou encore sur la baisse de l'aide financière apportée à plusieurs institutions para-étatique.

Bien sûr d'autres réductions sont plus discutables tel que la diminution des prestations pour l'entretien des routes.

Mais aucun plan de remise en santé de finance publique ne se fait sans douleur et ses bienfaits se feront largement sentir dans le futur.

Nous devons donc de saisir l'occasion de ce consensus multipartite pour remettre nos finances jurassiennes sur les rails du succès.

Soyons logique, soutenons Optima!



Un valaisan à la vice-présidence latine des Jeunes UDC Suisse



Par Jean-Philippe Gay-Farret
Vice-Président Jeunes UDC Suisse

Le 18 octobre 2014, les délégués des Jeunes UDC Suisse réunis en assemblée générale à Fleurier dans le canton de Neuchâtel, m'a élu à l'unanimité comme nouveau vice-président latin des Jeunes UDC Suisse, à la suite de la démission de Yohan Ziehli du ce poste. Je saisis l'opportunité d'écrire dans les colonnes

de l'Idée afin de me présenter et d'exposer ma vision de la politique. J'ai été présenté par ma section cantonale, les Jeunes UDC du Valais Romand, et ma candidature a été soutenue par tous les cantons latins, ainsi que la direction et le comité central du parti. Je remercie les délégués et délégués présents pour leur soutien.

J'ai 23 ans et j'habite à Evionnaz en Valais, un village de la plaine du Rhône dont je suis originaire. Je suis employé de commerce de formation. Au niveau politique, je suis membre du comité exécutif des Jeunes UDC du Valais Romand en tant que responsable de la communication. Je suis également actif à l'UDC du Valais Romand comme président de la section du district de Saint-Maurice et depuis cette année membre ad intérim du comité exécutif de l'UDC du Valais Romand. Je suis également vice-président du Parlement des Jeunes du Valais, car je pense qu'il est important d'intéresser les jeunes à la politique et de leur donner une plateforme également hors de jeunesse de parti pour s'exprimer. Au niveau de ma commune, je suis membre de deux commissions, ainsi j'ai l'opportunité de m'investir concrètement pour le bien des habitants de ma commune. Je suis actif en politique pour avant tout défendre des valeurs qui me sont chères : L'indépendance et la neutralité de la Suisse, induisant la non-adhésion de la Suisse à l'Union Européenne, des taxes et impôts supportable par les

ménages de la classe moyenne, une agriculture forte permettant de produire en Suisse des aliments de qualités et également la défense de nos traditions et nos valeurs chrétiennes. Il est important pour moi de placer en premier le bien commun avant la stratégie partisane ou l'ambition et les intérêts personnels. Certaines décisions politiques auraient été différentes, et bien plus efficaces, si les préoccupations et l'intérêt de la population avait été pris plus au sérieux.

Lors de l'assemblée des délégués j'ai énoncé mes objectifs pour le développement du parti en Suisse Romande et au Tessin. La communication entre le parti suisse et les sections est encore à renforcer, afin d'avoir un échange constructif et de qualité, en veillant également à la transmission de toutes les informations dans la langue de chacun. Un autre point important, concerne la formation des membres que je désire développer en leur offrant différentes possibilités.

A la veille des élections nationales de 2015, il est important de souligner le rôle des jeunes dans la vie sociales et politiques. Les jeunes d'aujourd'hui seront les responsables de sociétés villageoise, associations et partis politiques. Ces structures sont une base importante de la société, avec comme tâches d'apporter des valeurs à la jeunesse et la société et de les former. Ainsi, la présence de listes jeunes avec des candidates et des candidats portant les valeurs du parti d'une façon novatrice sur les listes jeunes est plus qu'indispensable. J'en appelle donc aux jeunes à s'engager dans les Jeunesses UDC. C'est une plateforme proche de chez vous grâce aux sections cantonales. Elle permet de découvrir de l'intérieur la politique et pour ceux qui le désirent de faire leurs premières armes, avec d'autres jeunes en étant encadrés et soutenus.

Durant les premières semaines de mon mandat, j'ai pu rapidement me familiariser avec les autres membres de la direction du parti et commencer à poser les bases de mon travail. Je me réjouis de continuer à travailler avec eux. Je remercie les comités des sections cantonales pour leur travail et leur collaboration. Au plaisir de rencontrer tous un chacun lors d'une assemblée, au bistrot ou dans la rue, alors n'hésitez pas à me contacter.

Police, fais-moi peur ! Ou quand la justice se trompe de cible



Par Anthony Marchand
Président Jeunes UDC Fribourg

Par définition, la police a pour mission de protéger les citoyens et d'amener les contrevenants devant la justice. Mais que faire lorsque cette même justice se retourne à tort contre son fer de lance, la police ? Serait-ce le

jeu de l'arroseur arrosé ? Deux affaires ont fait couler beaucoup d'encre. Elles eurent lieu à des dates différentes bien qu'à quelques centaines de mètres de distance. Dans les deux cas, les policiers se sont retrouvés devant la justice alors qu'ils n'ont fait qu'une seule chose : leur travail. Où est la faute ?

Avril 2010, des délinquants lyonnais volent trois voitures de luxe en Suisse. L'une d'elle se retrouve face à un barrage de police dans le tunnel de Sévaz près de Payerne. La voiture fonce à vive allure alors que le policier et son collègue se tiennent dans la ligne de mire du véhicule. Le policier cherche à se protéger, tire plusieurs coups et touche mortellement le complice du chauffeur. Il est alors accusé d'homicide par négligence. Tel un criminel, le policier se retrouve sur le même banc des accusés que le conducteur. Aux Etats-Unis, ce même policier se serait plutôt vu recevoir une médaille ! Fort heureusement, il a été acquitté au grand dam de la famille de ladite « victime ».

Août 2014, quelques centaines de mètres après le tunnel de Sévaz, une voiture de la gendarmerie vaudoise est appelée pour une urgence à Payerne. Feux bleus activés et fonçant à vive allure, la policière percute un jeune homme de 22 ans, couché sur l'autoroute ! Elle est accusée d'homicide par négligence. Selon le tribunal, un conducteur doit demeurer maître de son véhicule en toute circonstance. Le procès ne s'est pas encore ouvert. Bien qu'un acquittement pur et simple soit espéré, la policière, elle, a déjà la dure tâche de vivre avec cet accident sur la conscience.

Enfin, on peut difficilement aborder les tragédies routières sans faire allusion à la saugrenue Via Sicura qui touche aussi les policiers de plein fouet. La législation a été durcie, introduisant le délit de chauffard, considéré plus grave qu'un homicide par négligence ! La loi actuelle ne protège pas entièrement les « feux bleus » de poursuites judiciaires en cas d'excès de vitesse. Ceci a pour conséquence que les secouristes et policiers lèvent le pied au détriment de vie d'autrui à sauver ! Une révision de la loi est notamment prévue, mais cet épisode témoigne de la faiblesse et de la disproportion de notre système judiciaire.

En somme, le citoyen est à même de se demander si la justice qui a été mandatée pour le protéger ne s'est pas trompée de cibles. En criminalisant les policiers, la justice donne gain de cause à la criminalité, lui permettant de se renforcer et de se placer au-dessus des lois, alors que de plus en plus de policiers jettent l'éponge face à cette justice qui les accable. Les jours se suivent et se ressemblent. Les faits divers continueront d'alimenter les journaux, alors qu'aucune modification radicale du code pénal n'est à l'ordre du jour sous la coupole.

Il faut sauver le cantique suisse !



Par Yohan Ziehli
Président Jeunes UDC Vaud

La Société suisse d'utilité publique (SSUP) est chargée d'organiser la modification de l'hymne national de notre pays. Elle a d'ores et déjà récolté un peu plus de 200 projets qui seront départagés par un jury et un vote par SMS ou voie électronique. Ainsi, selon le plan

actuel, notre pays abandonnera le Cantique suisse en 2015, et cela sans que le peuple ne soit officiellement consulté.

Parmi les raisons invoquées pour ce changement, on entend que l'hymne actuel serait nationaliste et démodé, qu'il ferait trop référence à Dieu ou alors que la population ne parviendrait pas à le chanter. Ces arguments ne sauraient cependant justifier un abandon du Cantique suisse.

Tout d'abord, il est important de mentionner que les mouvements qui demandent l'adoption d'un nouvel hymne sont généralement les mêmes que ceux qui refusent d'en exiger l'enseignement scolaire. N'étant pas enseigné partout, on comprend que la population n'en connaisse pas les paroles. Sans s'attaquer à ce problème, il est inutile de le réformer. Des cours de chant accompagnés d'une explication relative au contexte historique de sa composition et d'une analyse de ses paroles sont un moyen bien plus efficace.

Pour ce qui est de l'hymne en lui-même, il est difficile de comprendre les critiques qui lui sont adressées. Les partisans de la modification voudraient que le nouvel hymne soit plus actuel, qu'il démontre l'ouverture de la Suisse envers l'étranger, qu'il soit un outil d'intégration et qu'il mentionne l'égalité des sexes. Ces intentions sont certes louables, mais est-ce là le rôle du Cantique suisse ?

En définitive, quel est le sens d'un hymne national ? Doit-il représenter les valeurs à la mode, les tendances politiques et sociales du moment et être centré sur le monde qui nous entoure ? Ou alors a-t-il plutôt vocation à commémorer la création de notre Etat, les valeurs qui étaient celles de ses fondateurs ou encore à nous plonger dans la culture des habitants d'alors ? La réponse à cette question semble couler de source.

Sous cette angle, le Cantique suisse est un chant parfaitement adapté à la Suisse, étant donné qu'il fut composé en 1841, soit sept ans seulement avant la fondation de l'Etat moderne. Il est contemporain des grandes figures de notre histoire et correspond aux valeurs de l'époque. En le chantant, on se replonge dans une vision sociétale, lien fort qui unit le peuple suisse d'hier et d'aujourd'hui, transcendant les conflits générationnels, sociaux et politiques de chaque époque.

Au contraire, s'il nous fallait adapter l'hymne national aux idées politiques de chaque génération, nous perdriions tous ces bienfaits. Le dernier changement date de 1981 seulement. Quand arriverait le prochain ? Quand notre vocation d'ouverture sur le monde aura évolué, ou quand le préambule de notre Constitution sera modifié ?

N'ayons pas honte du Cantique suisse, qui représente bien notre pays. Loin d'être nationaliste et guerrier, il exprime l'émerveillement d'un peuple face

à la nature et la beauté de son pays. Un patriotisme sobre et aimant, rempli de reconnaissance au Créateur. Il réunit, le temps d'un chant, les suisses et les suisses d'hier et d'aujourd'hui, habitants des mêmes contrées splendides, possesseurs de la même âme en paix, sereine, et reconnaissants du trésor précieux dont ils sont les héritiers.

N'ayons pas honte du Cantique suisse. Chantons-le et enseignons-le à ceux qui ne le connaissent pas encore. Refusons les effets de mode et un

changement organisé à la mode de « The Voice of Switzerland », un vote par SMS (quelle insulte!) et l'institution de paroles vaines et éphémères. Cessons de nous diviser sur de tels sujets. Arrêtons de saper un à un les symboles qui rassemblent nos concitoyens. Soyons unis et regardons ensemble vers l'avenir. Alors, réellement, nous pourrions prédire le retour d'un plus beau jour.

Soutenez notre cantique en rejoignant la Page Facebook „Ne Changeons pas l'hymne national Suisse“: www.facebook.com/cantique_suisse

EN BREF

Les ampoules du moment !

Pour l'édition de septembre, nous décernons l'**Ampoule d'Or** à...

Nigel Farage, euro-député anglais, membre de l'UKIP, qui a fait l'éloge, lors de sa venue à l'assemblée extraordinaire de l'ASIN à Winterthur en octobre dernier, de la Suisse, qu'il qualifie comme „modèle de la démocratie“ dont l'Europe devrait tirer des enseignements. M. Farage appelle les suisses à préserver le modèle dont ils jouissent, „une chance“ selon lui.



Pour l'édition de septembre, nous décernons l'**Ampoule Rouge** à...

Flavia Kleiner, co-présidente du mouvement „Operation Libero“, et a fortiori à l'ensemble du comité exécutif de ce nouveau parti politique qui a pour ambition de littéralement détruire la Confédération et d'en faire une terre de transit pour les immigrés du monde entier.



LA REDACTION



EDITEURS :

- Union Démocratique du Centre Jeunes UDC Suisse

REDACTEUR EN CHEF :

- Niels Rosselet-Christ (NE) nfrc@hotmail.ch

REDACTEURS EN CHEF ADJOINTS :

- Valentin Christe (VD)

REDACTEURS (-TRICES) PERMANENT(E)S:

- Yohan Ziehli (VD)
- Samuel Jäggi (GE)
- Jérémie Lobsiger (JU)
- Anthony Marchand (FR)

MENTIONS LÉGALES

Directeur de la publication/ Rédacteur en chef: Thomas Fuchs, a/Conseiller national et Conseiller cantonal, Berne-Niederbottigen tf@thomas-fuchs.ch
Éditeur: Association de soutien SVP/JSVP
Rédaction DIE IDEE, Boîte postale 6803, 3001 Berne
Collaborateurs permanents: Lukas Reimann, Conseiller national, Wil (SG), Erich J. Hess, Conseiller cantonal, Berne, Jürg M. Stauffer, Ittigen (BE)
Téléphone: 079 302 10 09
Fax: 031 398 42 02
Site internet: www.zeitungidee.ch
Courriel: idee@jsvp.ch
PC-Konto:
Junge SVP Suisse 65-269996-5

COMMENTAIRES ET ANNONCES

Des espaces publicitaires sont disponibles. Nos prix sont à disposition sur demande.

Les membres des Jeunes UDC et sympathisants de toute la Romandie sont libres de poster un article, une lettre ouverte ou un commentaire dans „l'Idée“. Prière de vous adresser au rédacteur en chef pour plus d'informations.

Sauf en cas de dérapage flagrant, nous n'exerçons aucune censure ; les commentaires et lettres ouvertes ne doivent pas nécessairement être en accord avec la ligne de rédaction. Les débats contradictoires nourrissent la réflexion.

CONTACTS

idee@jsvp.ch
+41 (0)78 847 23 90
CCP Jeunes UDC Suisse
65-269996-5
www.jsvp.ch





„Le Che“ : un symbole de guerre et de mort bien trop répandu



Par Niels Rosselet-Christ
Président Jeunes UDC Neuchâtel
Rédacteur en Chef de „L’Idée“

Il n’est pas rare de croiser des jeunes arborant fièrement un T-Shirt à l’effigie du Che, soit parce que c’est „un symbole de révolution“, soit parce que c’est „cool“ sans qu’ils ne sachent qui c’est. Mais pourtant, derrière ce visage charismatique se cache un véritable criminel de guerre ; pour mémoire, ce militaire communiste que Fidel Castro lui-même qualifiait „d’extraordinairement agressif“

porte la responsabilité, directe et indirecte, de l’assassinat politique de plus de 200 opposants à ses idéologies dictatoriales. Ses théories le conduisent à écrire, en 1967 que „la haine comme facteur de lutte est indispensable ; la haine intransigeante de l’ennemi, qui permet à l’être humain de dépasser ses limites, et le transforme en une efficace, violente, sélective et froide machine à tuer.“

Soyons donc prudents avec les symboles et ne laissons pas l’insouciance faire l’apologie des criminels de guerre.

„Nous avons fusillé, nous fusillons et nous continuerons à fusiller tant que cela sera nécessaire. Notre lutte est une lutte à mort.“

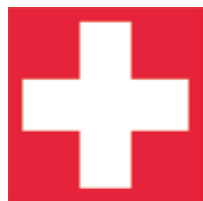
- Che Guevara; Discours devant l’assemblée de l’ONU, 1964



L’islam, bientôt une religion suisse ?

Récemment, la Conseillère nationale socialiste Ada Mara a plaidé pour que l’islam soit une religion reconnue par l’Etat fédéral. Cela signifie que la Confédération devrait reconnaître cette religion dans sa Constitution et qu’elle serait financée par nos impôts. Outre les incompatibilités constitutionnelles (la Confédération n’est pas laïque mais ouvertement chrétienne) subsistent les incompatibilités culturelles ; un certain nombre de valeurs de l’islam vont à l’encontre des valeurs de la Suisse et surtout de la tradition chrétienne de cette dernière. Si madame Ada Mara souhaite porter la burka, être soumise à son mari et être privée de l’essentiel de ses droits, libre à elle de prendre le premier avion en direction d’un quelconque pays musulman où la Charia fait office de loi. Quant à la Suisse, il n’est pas question d’entrer en matière sur la reconnaissance d’une telle religion. La liberté de croyance est d’ores et déjà garantie ; que chacun vive sa foi pour lui-même, dans les mots et les écrits qui lui font sens, en harmonie et dans le respect de la croyance de son prochain.

La reconnaissance d’une religion par l’Etat n’est pas une affaire de croyance mais une affaire idéologique, dogmatique et politique. Culturellement et traditionnellement, la Suisse est Chrétienne et restera Chrétienne.



La politique t’intéresse ? Tu souhaites t’investir pour ton pays, La Suisse ? Engage-toi dès maintenant !

- Je souhaite devenir membre des Jeunes UDC
- Je souhaite m’abonner au journal « L’IDEE » en français (abonnement CH : CHF 35.–)
- Je souhaite m’abonner au journal « L’IDEE » en allemand CHF 35.–

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

NPA _____ LOCALITE _____ CANTON _____

DATE DE NAISSANCE _____ TEL. _____

EMAIL _____ SIGNATURE _____

A remplir et renvoyer à : JEUNES UDC SUISSE, CASE POSTALE 6803, CH-3001 BERNE

